

# Vers une société contributive de pair à pair

par Michel Bauwens

*Et si le pair-à-pair n'était pas seulement un moyen pratique d'échanger des fichiers mais aussi le modèle et le moteur d'une nouvelle organisation sociale ? Michel Bauwens a un plan...*

*Ah le P2P, que de souvenirs pour les moins jeunes... Napster, Gnutella, eDonkey et d'autres qui faisaient la nique aux droits d'auteur et nous permettaient de récupérer comme de transmettre toutes sortes de ressources numériques par nos ordinateurs individuels, avec la technique simple et efficace du [Pair à pair](#) : puisque nos ordinateurs ont la possibilité d'entrer en contact les uns avec les autres, pourquoi donc passer par un point central et demander une permission ?*

*Les logiciels et réseaux de P2P ont disparu après des poursuites judiciaires, mais le protocole [BitTorrent](#) est toujours disponible et encore utilisé par exemple pour la distribution massive de logiciels libres ou open source. Faut-il rappeler aussi que [PeerTube](#), maintenant en [version 1.4.1](#), utilise le protocole WebTorrent qui repose sur le principe du pair-à-pair ?*

*Cette technologie déjà ancienne semble toujours promise à un bel avenir, dans le mouvement général de re-décentralisation (le navigateur [Beaker](#), le protocole [//:dat](#), et encore [tout cela](#)...*

*... mais élargissons un peu le champ et voyons comment Michel Bauwens a envisagé **une pratique sociétale du pair-à-pair**, lui qui déclarait dès 2012 :*

*« Le P2P est le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ! » et « La révolution induite par le P2P aura des effets similaires à ceux provoqués par l'apparition de l'imprimerie au XV<sup>e</sup> siècle » ([source](#))*

*[Michel Bauwens](#) n'est pourtant ni un redoutable révolutionnaire ni un prophète gourou à la barbe fleurie. C'est un tranquille soixantenaire qui avec sa [Fondation P2P](#) s'active sérieusement pour proposer de changer de monde.*

*Comme vous allez peut-être le découvrir à travers notre traduction de [cette page wiki de la fondation P2P](#), c'est toute une conception raisonnée de la société qu'il expose en prenant appui (quelle surprise) sur les Communs et les logiques collaboratives déjà à l'œuvre dans le Libre. Voici aujourd'hui une première partie, les autres suivront. Vous trouverez au bas de cet article des liens vers des ressources complémentaires, ainsi que la possibilité de commentaires qui sont comme toujours, ouverts et modérés.*

Traduction Framalang : Evvin, Bullcheat, berthold, mo, Fabrice, jums, CLC, goofy, Delaforest, avec l'aimable contribution de [Maïa Dereva](#)

**Un nouveau mode de production est en train d'apparaître**, c'est-à-dire une nouvelle

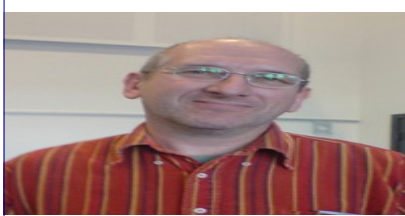


Photo par gullig / Jane Mejdahl - CC BY-SA 2.0

façon de produire tout ce que l'on veut, que ce soit du logiciel, de la nourriture ou des villes. Nous découvrons maintenant (la plupart du temps c'est en fait une redécouverte) comment réaliser, grâce à la libre association de pairs, tout ce qui nécessitait autrefois des organisations rigides et une société structurée par une conception pyramidale.

Il est désormais de plus en plus clair que l'entrée dans une ère qui se définit par une philosophie associant liberté d'association de pairs et horizontalité n'implique pas que la structure institutionnelle en tant que telle doit disparaître : celle-ci va simplement subir des transformations profondes. Dans le modèle émergent de la production entre pairs, très présent dans l'industrie du logiciel libre, nous pouvons observer des interactions entre trois types de partenaires :

- une communauté de contributeurs qui créent des communs de la connaissance sous forme de logiciels ou de *design* ;
- une coalition d'entrepreneurs qui créent une valeur marchande en prenant appui sur ces biens communs ;
- un ensemble d'institutions à but non lucratif qui gèrent « l'infrastructure de la coopération ».

Il existe une nette division du travail institutionnel entre ces trois acteurs.

Les **contributeurs** créent une valeur d'usage qui réside dans l'innovation partagée de communs de la connaissance, de *design* ou de code.

L'**association** à but non lucratif gère et défend l'infrastructure générale de la coopération qui rend le projet soutenable « collectivement ». Par exemple, la [Fondation Wikimedia](#) collecte les fonds qui servent à financer l'espace nécessaire de serveurs sans lequel le projet Wikipédia ne pourrait exister.

La **coalition d'entrepreneurs** rend viable l'activité des contributeurs individuels en leur fournissant un revenu et, bien souvent, elle apporte aussi les moyens financiers qui permettent d'assurer la pérennité des associations à but non lucratif.

Par ailleurs, pouvons-nous acquérir des connaissances sur l'organisation de ce nouveau mode de création de valeur, apprendre quelque chose d'utile, non seulement à ces communautés, mais aussi à la société dans son ensemble ? Ces nouvelles pratiques sociales pourraient-elles faire apparaître une nouvelle forme de pouvoir et un nouveau modèle de démocratie pouvant servir de réponse à la crise de la démocratie que nous connaissons actuellement ? Je répondrais résolument par un OUI à cette question et, plus encore, je dirais que nous assistons à la naissance d'une nouvelle forme d'État, un État « P2P » si l'on veut.

Examinons les mécanismes du pouvoir et les stratégies de la production entre pairs.

# 1. La logique post-démocratique de la communauté

Précisons avant tout, et c'est plutôt surprenant, que ces communautés ne sont pas des démocraties. Pourquoi donc ? Tout simplement parce que la démocratie, le marché et la hiérarchie sont des modes de répartition de ressources limitées.

Dans les systèmes hiérarchiques, ce sont nos supérieurs qui décident ; sur les marchés, ce sont les prix ; dans les démocraties, c'est « nous » qui sommes les décideurs. Mais lorsque les ressources sont illimitées, comme c'est le cas pour ce qui est de la connaissance, du code ou du design, ce n'est plus véritablement utile, puisque connaissance, code ou design peuvent être copiés et partagés à un coût marginal.

Ces communautés sont de véritables « poly-archies » où le pouvoir est de type méritocratique, distribué et *ad hoc*. Chacun peut contribuer librement, sans avoir à demander l'autorisation de le faire, mais cette liberté de contribution *a priori* est contrebalancée par des mécanismes de validation communautaires *a posteriori* : la validation émane de ceux dont l'expertise est reconnue et qui sont acceptés par la communauté, ceux que l'on appelle les « mainteneurs » ou encore les « éditeurs ». Ce sont eux qui décident quelle part d'un logiciel ou d'un design est acceptable. Ces décisions s'appuient sur l'expertise de certains, non sur un consensus communautaire.

L'opposition entre participation inclusive et sélection pour atteindre l'excellence existe dans tout système social, mais ce problème est réglé plutôt élégamment dans le modèle de la production entre pairs. Ce qui est remarquable ce n'est pas que celui-ci permet d'éviter tout conflit, c'est plutôt qu'il rend « inutile » le conflit puisque l'objectif de la coopération est compatible avec une liberté maximale de l'individu. En fait, le modèle de production entre pairs correspond toujours à une coopération « orientée objet », et c'est cet objet spécifique qui déterminera le choix des mécanismes de « gouvernance par les pairs ».

Le principal mécanisme d'attribution dans un projet qui remplace marché, hiérarchie et démocratie repose sur une répartition des tâches. Contrairement au modèle industriel, il n'y a plus de division du travail entre les différents postes de travail, la coordination mutuelle fonctionnant via des [signaux stigmergiques](#).

L'environnement de travail étant construit pour être totalement ouvert et transparent (on appelle cela « [l'holoptisme](#) »), chacun·e des participant·e·s peut voir ce qu'il est nécessaire de faire et décider alors s'il/elle apportera sa contribution spécifique au projet.

Ce qui est remarquable dans ce nouveau modèle, c'est qu'il combine une coordination mondiale et une dynamique de petits groupes caractéristiques du tribalisme primitif, et ce sans qu'aucune structure ne donne d'ordres ni n'exerce son contrôle ! En fait, on peut dire que la production entre pairs permet une dynamique de petits groupes à l'échelle mondiale.

Bien sûr, il peut y avoir des conflits entre les contributeurs puisqu'ils travaillent ensemble, et il y en a ; cependant ces conflits ne sont pas réglés de manière autoritaire mais au moyen d'une « coordination négociée ». Les différends sont « évacués » dans les forums, les listes de discussion ou les *chats* que ces communautés utilisent pour coordonner leur travail.

La décision hiérarchique qui demeure, celle d'accepter ou non la modification apportée à un programme, nécessaire si l'on veut préserver la qualité et l'excellence de ce qui a été

produit, est contrebalancée par la liberté de « prendre une autre voie » (*fork*). Cela signifie que ceux ou celles qui sont en désaccord ont toujours la possibilité de partir avec le code source et de créer une autre version où leurs choix prévaudront. Ce n'est pas une décision facile à prendre mais cela permet la création d'un contre-pouvoir. Les mainteneurs savent que toute décision injuste et unilatérale peut conduire à une chute du nombre de participant·e·s au projet et/ou les amener à créer un *fork*.

## 2. Les relations entre la communauté et la coalition d'entrepreneurs

Quelles sont les relations entre cette coalition d'entrepreneurs et les communs dont ces entrepreneurs retirent leur valeur ? La coalition subvient aux besoins vitaux des « communs » et soutient parfois financièrement l'institution à but lucratif. IBM, par exemple, verse un salaire aux développeurs/communs qui contribuent à l'environnement Linux ainsi que des aides à l'association à but non lucratif (la Fondation Linux). Ainsi, les coalitions entrepreneuriales co-produisent et financent les biens communs sur lesquels leur succès est bâti.

Il est vrai qu'en agissant de la sorte, ils font par ailleurs de Linux un « commun d'entreprises », comme l'a expliqué Doc Searls :

Le rédacteur en chef du Linux Journal explique que « Linux est devenue une entreprise économique commune (une *joint venture*) composée d'un certain nombre de sociétés, tout comme Visa est une entreprise commune à un certain nombre de sociétés financières. Comme le montre le rapport de la Fondation Linux, ces sociétés participent au projet pour des raisons commerciales diverses et variées ».

Dans un rapport de la Fondation Linux sur le noyau de Linux, il est dit clairement :

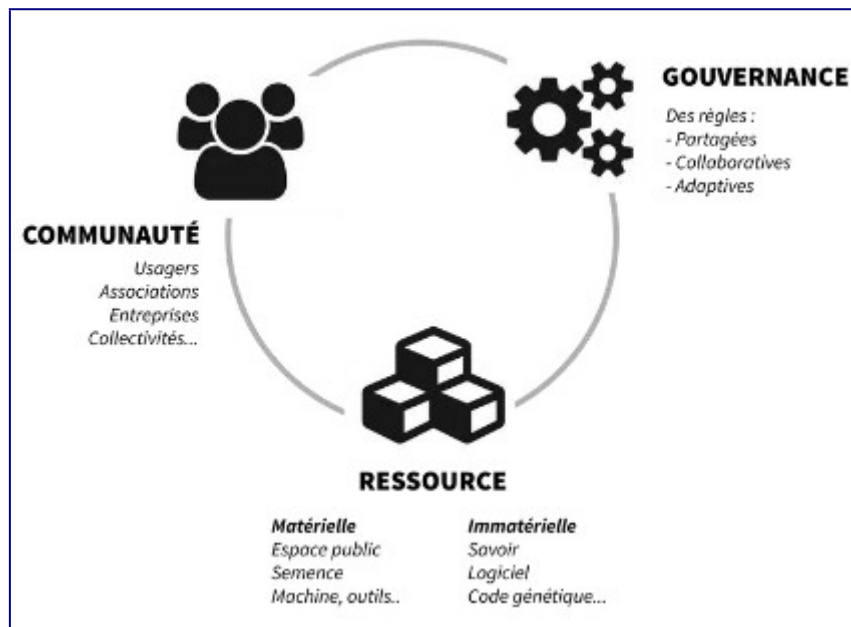
Plus de 70 % des développements du noyau sont visiblement réalisés par des développeurs qui sont rémunérés pour ce travail. Plus de 14 % vient de contributions de développeurs qui sont connus pour ne pas être rémunérés et être indépendants, et 13 % sont produits par des gens qui peuvent ou non être rémunérés, donc la contribution faite par des travailleurs rémunérés peut atteindre jusqu'à 85 %. Par conséquent, le noyau Linux est largement produit par des professionnels, et non par des bénévoles.

Mais ce n'est pas là toute l'histoire. Timothy Lee explique que la transformation de Linux en entreprise n'a pas changé son modèle d'organisation sous-jacente :

... l'important est la manière dont les projets *open source* sont organisés en interne. Dans un projet logiciel traditionnel, il y a un responsable projet qui décide des fonctionnalités dont bénéficiera le produit, et affecte du personnel pour travailler sur ces différentes fonctionnalités. En revanche, personne ne dirige le développement général du noyau Linux. Oui, Linus Torvalds et ses lieutenants décident quels correctifs iront finalement dans le noyau, mais les employés de Red Hat, IBM et Novell qui travaillent sur le noyau Linux ne reçoivent pas d'ordre de leur part. Ils travaillent sur ce qu'ils (et leurs clients respectifs) pensent être le plus important, et la seule autorité que possède Torvalds est celle de décider si le correctif qu'ils soumettent est suffisamment bon pour être intégré au noyau.

Clay Shirky, auteur de « [Here Comes Everybody : The Power of Organizing Without Organisations](#) [NdT : Voici venir tout le monde: le pouvoir de s'organiser sans les organisations] souligne que les entreprises qui travaillent avec Linux, comme IBM, « ont abandonné le droit de gérer les projets pour lesquels ils payent, et que leurs concurrents ont accès immédiatement à tout ce qu'ils font. Ce n'est pas un produit IBM. »

C'est donc là où je veux en venir : même avec des sociétés d'actionnaires alliées à la production entre pairs, la création de valeur de la communauté reste toujours au cœur du processus, et la coalition entrepreneuriale, jusqu'à un certain point, suit déjà cette nouvelle logique, dans laquelle la communauté prime, et où le business est secondaire. Dans ce modèle, la logique d'entreprise doit s'accommoder de la logique sociale. En d'autres termes, c'est avant tout une « économie éthique ».



### 3. La logique démocratique des institutions à but lucratif

La production entre pairs repose aussi sur une infrastructure de coopération parfois coûteuse. Wikipédia n'existerait pas sans le financement de ses serveurs, pas non plus de logiciel libre ou de matériel ouvert sans mécanisme de support similaire. C'est pour cela que les communautés *open source* ont créé une nouvelle institution sociale : les associations à but lucratif.

Encore une fois, c'est une innovation sociale importante car, contrairement aux institutions à but non-lucratif ou non-gouvernementales, elles ne fonctionnent pas du point de vue de la rareté. Les ONG classiques fonctionnent encore comme d'autres institutions industrielles à l'instar de l'entreprise ou de l'état-marché, car elles estiment que les ressources doivent être mobilisées et gérées.

À l'inverse, celles qui ont un but lucratif ont uniquement un rôle actif qui permet et favorise la coopération au sein de la communauté, qui fournit les infrastructures, sans pour en diriger les processus de production. Ces associations existent dans le seul but de bénéficier à la communauté dont elles sont l'expression, et c'est la bonne nouvelle, elles sont souvent gérées de manière démocratique. Et elles doivent l'être, car une institution non démocratique découragerait les contributions de sa communauté de participants.

Maintenant, le hic est de savoir comment appeler une institution responsable du bien commun de tous les participants, en l'occurrence, pas les habitants d'un territoire, mais les personnes impliqués dans un projet similaire ? Je rétorquerais que ce type d'institution à but lucratif possède une fonction très similaire aux fonctions normalement dévolues à l'État.

Bien que la forme étatique soit toujours aussi une institution de classe qui défend un arrangement particulier de privilèges sociaux, elle ne peut jamais être un simple instrument de règle de privilégié à elle seule, mais doit aussi gérer le commun. Si l'on considère cette dernière option, la plupart des gens la verrait comme acceptable, voire bonne. En revanche, si l'on considère que l'État échoue dans cette gestion, alors il perd sa légitimité et il est vu de plus en plus comme une source d'oppression par une minorité.

En général, un État reflète l'équilibre des forces à l'œuvre dans une société donnée. L'État providence était une forme acceptable puisqu'il reposait sur un compromis et sur la force d'un puissant mouvement de travailleurs ouvriers, alors que « la peur de Dieu » était instillée dans les milieux privilégiés par la possibilité d'un modèle alternatif d'État qui aurait pu faire disparaître la loyauté de leurs citoyens.

Cette alternative s'est effondrée en 1989, et avec elle les mouvements sociaux occidentaux. Elle a d'autant plus été affaiblie par les choix sociaux, politiques et économiques de désindustrialiser le Nord depuis les années 1980. Depuis, l'État providence a peu à peu laissé sa place à l'État providence contemporain des multinationales (parfois appelé « l'État marché »), qui aide uniquement les privilégiés, détruit les mécanismes de solidarité sociaux, et appauvrit la majorité de la population, et a fortiori affaiblit fatalement la classe moyenne.

Malheureusement, un tel système ne peut avoir aucune légitimité à long terme, et rompt tout contrat social qui peut garantir la paix sociale. Il est compliqué d'établir une loyauté sur la perspective d'une souffrance toujours plus grande !

Cela signifie que nous assistons non seulement à la mort réelle de l'État providence social, mais aussi à la mort et à l'impossibilité logique de l'État-marché. Nous pourrions ajouter que même l'État providence est devenu problématique. La raison principale en est que sa base sociale, la classe ouvrière occidentale et ses mouvements sociaux, sont devenues des minorités démographiques en Occident, et que ses mécanismes, même lorsqu'ils fonctionnaient, ne contribueraient pas beaucoup à aider la majorité sociale actuelle, c'est-à-dire les travailleurs de la connaissance et des services, souvent indépendants et précaires.

De plus, le fonctionnement paternaliste et bureaucratique de beaucoup d'États providence devient inacceptable face à la demande émergente d'autonomie sociale et personnelle qui est l'un des principaux désirs sociaux de la nouvelle classe des travailleurs de la connaissance. La plupart des autres fonctions sociales de l'État providence ont été affaiblies par les réformes néolibérales du « *New Labour* » qui tendent à introduire la logique du secteur privé dans le monde du secteur public.

#### **4. Vers un État partenaire**

Pouvons-nous alors imaginer une nouvelle sorte d'état ? C'est là qu'entre en scène le concept d'État Partenaire ! L'État Partenaire, [théorisé par le scientifique et politique italien](#)

[Cosma Orsi](#)<sup>1</sup>, est une forme d'état qui permet et renforce la création de valeur sociale par ses citoyens. Il protège l'infrastructure de coopération qui est le pilier de la société.

L'État Partenaire peut exister à n'importe quel niveau territorial comme un ensemble d'institutions qui protège le bien commun et permet aux citoyens de créer de la valeur. Il reproduit sur une échelle territoriale ce que les institutions à but lucratif font à l'échelle d'un projet. Pendant que les associations à but lucratif travaillent pour les *commoners* en tant que contributeurs et participants à des projets précis, l'État Partenaire travaille pour les citoyens.

Ceci est nécessaire car, tout comme la « main invisible » du marché est un mythe, la main invisible des communs l'est tout autant. Les *commoners* ont tendance à se sentir concernés par leurs communs, mais non pas par la société dans sa globalité. Cette considération spécifique de la totalité requiert son propre ensemble spécifique d'institutions !

La bonne nouvelle, c'est qu'un tel État Partenaire existe déjà, et nous avons pu le voir en action, au moins sous une forme embryonnaire et locale. Il y a quelques années, j'ai pu visiter la ville française de Brest. Brest n'est pas une belle ville, mais elle se situe dans une région naturelle magnifique. Elle a été bombardée lors de la Seconde guerre mondiale et de nombreux logements sociaux, peu attrayants, ont été construits conduisant à une anomie sociale. Michel Briand, adjoint au maire, ainsi que son équipe d'employés municipaux ont eu une idée brillante : pourquoi ne pas utiliser le virtuel pour améliorer la vie sociale réelle au sein de la ville ?

L'équipe a créé des versions locales de Facebook, YouTube et Flickr, a aidé les associations locales à développer leur présence en ligne, a investi énormément dans la formation et a même construit une vraie bibliothèque où les citoyens pouvaient emprunter du matériel de production. L'un de leur projet a été de redynamiser les vieux « sentiers des douaniers » dans le but d'attirer des foules de randonneurs. Ils ont alors décidé « d'enrichir virtuellement » les chemins de randonnée.

Et c'est ici que l'innovation sociale entre en jeu : le conseil municipal n'a pas effectué cela en se substituant lui-même à l'ensemble des citoyens (à la manière de l'état pourvoyeur), ni en demandant au secteur privé de mener ce projet à bien (privatisation ou partenariat public-privé). Ce qu'il a fait, c'est donner aux équipes locales de citoyens les moyens de créer de la valeur ajoutée.

Cela s'est fait sous différentes formes comme la création de galeries de photos de monuments remarquables, des collections d'histoires orales, et bien d'autres choses. Même « l'enregistrement des chants d'oiseaux » était au programme ! L'État Partenaire c'est cela, à savoir des autorités publiques qui créent le bon environnement et la bonne infrastructure de soutien pour que les citoyens puissent produire, entre pairs, de la valeur dont toute la société bénéficie.

L'État Partenaire stimule une économie locale prospère tout comme des entrepreneurs locaux créent une valeur ajoutée sur le marché et attirent plus de touristes. Michel Briand et son équipe ont travaillé sans relâche « pour le bénéfice des citoyens », améliorant leur capacité à créer de la valeur civique. Évidemment, la connaissance et la culture créées ont constitué des communs dynamiques. Si nous élargissons cela à une échelle nationale voire supra-nationale, nous obtenons un État qui pratique « les biens communs », c'est-à-dire qui



promeut les communs et les *commoners* créateurs de valeur.

Il existe bien sûr d'autres exemples qui méritent d'être mentionnés. La région autrichienne de Linz s'est elle-même déclarée région de biens communs. La ville de Naples a créé la fonction d'« assistant du maire pour les biens communs », et San Francisco a créé un groupe de travail afin de promouvoir l'économie collaborative.

Cependant un danger guette ici, illustré par [le programme Big Society](#) au Royaume-Uni qui utilise un langage superficiel similaire d'autonomie et d'action civiques, mais cache une pratique complètement différente, c'est-à-dire qui repose sur une stratégie de continuation de l'affaiblissement de l'État-providence et de ce à quoi il pourvoit. Un État Partenaire ne peut pas se fonder sur la destruction de l'infrastructure publique de coopération.

Cela n'a sûrement pas été l'intention première de Philipp Blond et de sa société orientée vers la société civile dans son livre [Red Tory](#), mais ce fut certainement ce que le gouvernement de David Cameron a mis en pratique avec la Big Society. La production entre pairs d'une valeur commune requiert une richesse civique ainsi que des institutions civiques puissantes ! Autrement dit, le concept d'État partenaire transcende et inclut le meilleur de l'État providence, c'est-à-dire des mécanismes de solidarité sociale, un niveau élevé d'éducation et une vie culturelle dynamique et soutenue par le public.

Ce que les conservateurs britanniques ont fait, c'est d'utiliser la rhétorique de la Big Society pour tenter d'affaiblir davantage les vestiges de la solidarité sociale et de renvoyer les gens à leur propre sort sans aucun soutien. Ce qui ne leur donnait ni pouvoir ni valorisation, mais plutôt l'inverse.

Alors que la production entre pairs apparaîtra aussi et sans aucun doute comme un moteur de résilience en période de crise, une société réellement prospère fondée sur le bien commun nécessite un État partenaire, c'est-à-dire un réseau d'institutions démocratiques d'utilité publique, qui protège le bien commun à l'échelle territoriale.

## **5. Une crise des valeurs de l'économie capitaliste**

La production entre pairs existe en relation avec une coalition entrepreneuriale qui crée de la valeur marchande en plus des communs. Cependant, la croissance exponentielle dans la création de valeur utilisateur par des publics productifs, ou *producers* [comme Axel Bruns les appelle](#), n'est pas sans créer des problèmes et des contradictions pour l'économie politique actuelle.

En fait, cela crée un énorme problème pour le système capitaliste, mais aussi pour les travailleurs, au sens traditionnel du terme, parce que les marchés sont définis comme une manière d'allouer des ressources rares. De plus, le capitalisme n'est pas seulement un système d'allocation de la rareté mais en réalité un système de conception de cette rareté. Il ne peut accumuler du capital qu'en reproduisant et augmentant constamment les conditions de rareté. Là où il n'y a pas de tension entre l'offre et la demande, il ne peut y avoir de marché ni accumulation de capital.

Ce que les producteurs entre pairs font, pour le moment principalement dans la sphère immatérielle de production de connaissances, de logiciel et de conception, c'est créer une



abondance d'informations facilement reproductibles et un savoir exploitable, qui ne peuvent pas être directement traduits en valeur marchande, car ils ne sont pas du tout rares, mais au contraire, surabondants. Et cette activité est créée par des professionnels de la connaissance, qui sont maintenant *produits* si massivement, que leur surnombre les transforme aussi en travailleurs précaires.

D'où un exode accru des capacités de production, sous la forme d'une production de valeur à usage direct, en dehors du système de monétisation existant, qui n'opère qu'en marge de celui-ci. Dans le passé, lorsque de tels exodes ont eu lieu – les esclaves lors de la décadence de l'Empire romain, ou les serfs lors du déclin du Moyen Âge – c'est précisément à ce moment que les conditions étaient réunies pour des transitions sociétales et économiques de grande ampleur mais aussi fondamentales.

En effet, sans une dépendance de base du capital, des marchandises et du travail, il est difficile d'imaginer une continuation du système capitaliste.

Le problème de la création de valeur d'usage que la collaboration sur Internet a permise, c'est qu'elle contourne complètement ce fonctionnement normal. Le fonctionnement normal de notre système économique voudrait qu'un accroissement de la productivité soit d'une manière ou d'une autre récompensé, et que ces récompenses permettent aux consommateurs d'en dégager un revenu et d'acheter des produits.

Mais ce n'est plus le cas. Les utilisateurs de Facebook et de Google créent une valeur commerciale pour leurs plateformes, mais uniquement sous une forme indirecte et ils ne sont pas du tout récompensés pour la création de leur propre valeur. Comme ce qu'ils créent n'est pas marchandisé sur le marché des biens rares, il n'y a pas retour sur investissement pour ces créateurs de valeur. Ce qui veut dire que les médias sociaux mettent en lumière une faille importante de notre système.

L'actuelle soi-disant économie de la connaissance est par conséquent une imposture et une chimère, car l'abondance de biens ne fonctionne pas correctement dans l'économie de marché. Pour éliminer la précarité croissante qui attend les travailleurs du monde, y a-t-il une solution à ce casse-tête ? Pouvons-nous restaurer la boucle de rétroaction qui a été rompue ?

## **6. Les préfigurations d'un nouveau modèle social**

Étrangement, la réponse peut se trouver dans le récent mouvement politique Occupy, car au-delà de la mise en place de production de communs politiques par les pairs, ses militants ont aussi montré l'exemple par la pratique de nouvelles entreprises et de nouvelles valeurs. Ces pratiques étaient effectivement incroyablement similaires à l'écologie institutionnelle qui est aujourd'hui pratiquée dans les communautés qui produisent des logiciels libres et du matériel open source. Ce n'est pas une coïncidence.

Revenons sur le fonctionnement d'[Occupy Wall Street](#) à Zuccoti Park, lorsque le mouvement était toujours opérationnel à l'automne 2011. Un public créatif y jouait un rôle central, en cherchant le consensus par l'intermédiaire de l'assemblée générale et en offrant toutes sortes de modèles (contrôle des micros, camps de protestation, groupes de travail, etc.) qui, dans un esprit véritablement open source, pouvaient non seulement être copiés et mis en œuvre par des communautés similaires dans le monde entier, mais également

modifiés pour répondre aux besoins locaux (le *fork*, ou ramification, dans le jargon *open source*). Si vous ne contribuez pas, vous n'aviez pas votre mot à dire, de sorte que la participation était et demeure nécessaire.



« Occupy Wall Street » par Talk Media News Archived Galleries, licence CC BY-NC-SA 2.0

Cette communauté avait toutes sortes de besoins, tels que nourriture, hébergement, soins de santé. S'est-elle simplement appuyée sur l'économie de marché pour les combler ? Non, mais parfois oui, quoique d'une manière spécifique. Permettez-moi de développer.

Occupy Wall Street a mis sur pied des groupes de travail diversifiés pour trouver des solutions à ses besoins physiques. En d'autres termes, on considérait l'économie comme un système d'approvisionnement, tel que décrit dans le formidable livre de Marvin Brown [\*Civilizing the Economy\*](#), et ce sont les citoyens, organisés en groupes de travail, qui ont décidé quel système d'approvisionnement serait le plus adapté à leurs valeurs éthiques.

Par exemple, des producteurs biologiques du Vermont ont offert aux militants de la nourriture gratuite, préparée par des cuisiniers volontaires, mais cela a eu des effets négatifs. Les vendeurs ambulants locaux, généralement des immigrants pauvres, ne s'en sortaient pas très bien. Comme tout le monde recevait de la nourriture gratuite, ils ne pouvaient plus vendre leurs produits aisément. La réponse à ce problème a consisté à faire en sorte que les militants s'occupent des vendeurs. Ils ont créé un projet consacré aux

vendeurs ambulants afin de lever des fonds destinés à leur acheter de la nourriture.

Bingo, d'un seul coup, Occupy Wall Street a créé une économie éthique performante, qui était à la fois une dynamique de marché, mais qui fonctionnait aussi en harmonie avec le système de valeurs des occupants. Ce qui est crucial ici c'est que ce sont les citoyens qui ont décidé du système d'approvisionnement le plus approprié et pas les détenteurs de la propriété et de l'argent dans une économie qui a fait sécession des valeurs éthiques.

Que peut-on apprendre du tout nouveau modèle Occupy si on le généralise à la société toute entière ?

Aujourd'hui, nous supposons que la valeur est créée dans la sphère privée, par des entreprises à but lucratif, et nous admettons que la société civile est juste la catégorie qui reste. C'est ce qu'il se passe lorsque nous rentrons chez nous, épuisés après notre travail salarié. Cela se manifeste dans nos choix linguistiques, quand nous qualifions des organisations de la société civile comme à but non-lucratif ou non-gouvernementales.

Le système dans son ensemble est géré par un État dans lequel l'État providence social-démocrate est devenu de plus en plus un État providence néolibéral où les gains sont privatisés et les pertes sont socialisées. En d'autres termes, l'État lui-même est devenu une extension des entreprises et est, de manière croissante, de moins en moins au service des citoyens. Nous pouvons voir l'évolution de ce modèle dans la manière dont la troïka impose désormais la politique de la terre brûlée au cœur même de l'Europe, comme en Grèce, et non plus seulement dans des pays moins développés.

Occupy et les modèles *open source* nous montrent qu'une nouvelle réalité est possible, un modèle où la sphère civile démocratique, les biens communs productifs et un marché dynamique peuvent coexister pour engendrer un bénéfice mutuel :

- 1/ Au cœur de la création de valeurs se trouvent des communs variés, dans lesquels les innovations sont déposées pour que toute l'humanité puisse les partager et en tirer parti
- 2/ Ces communs sont établis et protégés grâce à des associations civiques à but non-lucratif, avec comme équivalent national l'État partenaire, qui habilite et permet la production sociale
- 3/ Autour de ces communs émerge une économie dynamique centrée sur les communs, et menée par différentes catégories d'entreprises éthiques, liées par leurs structures légales aux valeurs et aux buts de ces communautés, et non pas à des actionnaires absents et privés qui tentent de maximiser le profit à tout prix.

À l'intersection de ces trois cercles se trouvent les citoyens qui décident de la forme optimale de leur système d'approvisionnement.

Ce modèle peut exister en tant que sous-modèle au sein du capitalisme, et c'est déjà partiellement le cas dans le système actuel, avec les logiciels open source en tant qu'écologie d'entreprise. Il pourrait aussi devenir, avec quelques ajustements nécessaires, la logique même d'une nouvelle civilisation. Le mouvement Occupy ne nous a pas seulement montré une politique préfiguratrice, mais aussi et surtout une économie préfiguratrice.

Une autre question est, bien sûr, de savoir comment y parvenir. Une partie de la réponse est

que cela va demander non seulement des mouvements sociaux puissants qui prônent une réforme et une transformation sociales, mais aussi une transformation et une maturation certaines du modèle de production par les pairs lui-même.

Aujourd'hui, c'est un pré-mode de production qui est entièrement interdépendant du système du capital. Il n'y aurait pas de reproduction sociale des travailleurs impliqués si ce n'est pour les infrastructures publiques générales fournies par l'État, mais plus particulièrement au travers du revenu produit par le fait de travailler pour une entreprise capitaliste.

Existe-t-il une possibilité de créer un modèle vraiment autonome de production par les pairs, qui pourrait créer son propre cycle de reproduction ? Pour ce faire, nous proposons deux « ajustements ».

Le premier consiste à utiliser un nouveau type de licence, la licence de production par les pairs, proposée par Dmytri Kleiner. Cette licence de partage propose que tous ceux qui contribuent à un commun puissent aussi utiliser ce commun. Le second ajustement consiste à créer des moyens entrepreneuriaux indépendants qui ne sont pas destinés à des entreprises à but lucratif, mais à des entreprises éthiques, dont les membres sont acteurs et dont la mission est d'aider les communs et leurs contributeur·ices.

À l'instar de Neal Stephenson dans son roman *L'Âge de diamant*, et de la pratique pionnière du réseau coopératif [Las Indias](#), nous proposons de les appeler « phyles » (voir la page Wikipédia de [phyles](#) en anglais). Les phyles sont des entités axées sur la mission, les objectifs, le soutien à la communauté, qui opèrent sur le marché, à l'échelle mondiale, mais travaillent pour le bien commun.

De cette manière, la reproduction sociale des citoyens ordinaires ne dépendrait plus du cycle d'accumulation du capital, mais de son propre cycle de création de valeur et de réalisation. Combinées aux mouvements sociaux et à la représentation politique, nous pensons que ces trois composantes constitueraient la base d'une nouvelle hégémonie sociale et politique, qui constituerait la force sociale de base et mènerait à la transformation sociale dans le sens d'un approfondissement et d'un élargissement des modèles de production par les pairs, de la micro-économie à la macro-économie.

## **7. Vers une civilisation basée sur des économies de gamme plutôt que d'échelle**

Suite à la division internationale du travail imposée par la mondialisation, l'objectif de la concurrence est de pouvoir produire plus d'unités, de manière à faire baisser le prix unitaire et à surpasser la concurrence. Les sociétés multinationales et les marques mondiales ont maintenant des chaînes de valeur très complexes, dans lesquelles différentes parties d'un produit sont fabriquées en série dans différentes parties du monde.

Néanmoins, le système présente des faiblesses évidentes. L'une d'elles est de conduire à des monocultures, non seulement agricoles mais aussi industrielles, telles que la dépendance de l'économie côtière chinoise aux exportations. Et ce dernier exemple met en évidence un deuxième problème connexe.

La concurrence pousse sans cesse les prix à la baisse, et donc, dans les années 1980, les

principaux acteurs occidentaux ont changé de stratégie. Ils ont poussé les travailleurs occidentaux aux salaires coûteux vers la précarité en transférant la production industrielle moins rentable dans des pays à bas salaires, tout en élargissant le régime de propriété intellectuelle afin d'extraire des revenus et des superprofits via des brevets, des droits d'auteur et des marques.

Comme le relève Thijs Markus [à propos de Nike](#) dans le blog de Rick Falkvinge, si vous voulez vendre 150 \$ en Occident des chaussures qui reviennent à 5 \$, il vaut mieux disposer d'un régime de propriété intellectuelle ultra répressif. D'où la nécessité des SOPA, PIPA, ACTA et autres tentatives pour criminaliser le droit de partage.

Mais il existe bien sûr un problème plus fondamental : tout le système de mondialisation des économies d'échelle repose essentiellement sur des transports mondiaux peu coûteux et donc sur la disponibilité permanente de combustibles fossiles surabondants. Après le pic pétrolier, et donc la fin du pétrole bon marché, et avec la demande toujours croissante des économies émergentes des pays du [BRIC](#), il est plus que probable que le système complet s'effondrera. Pas en une journée, bien sûr, mais progressivement, même si on peut aussi s'attendre à des chutes brutales.

L'équilibre ponctué n'est en effet pas seulement une caractéristique des systèmes biologiques, mais aussi des systèmes sociaux ! Cela signifie que la concurrence sur la base des économies d'échelle, même si elle est encore efficace aujourd'hui, perd en fin de compte de sa pertinence et, finalement, ne peut être pratiquée que par ceux qui se moquent de la destruction de notre planète. À quel jeu les autres peuvent-ils jouer ? L'augmentation constante des prix des combustibles fossiles signifie que l'innovation et la concurrence doivent trouver un autre débouché. En fait, il s'agit d'inventer un jeu complètement différent.

Mais d'abord, un court intermède historique, car ce drame de la transition s'est déjà joué auparavant...

Quand les Romains de la fin du cinquième siècle se battaient encore pour la couronne de l'empereur Auguste, les « barbares » germaniques brandissaient déjà leur menace. Et les communautés chrétiennes anticipaient les valeurs d'une prochaine ère de relocalisation basée non sur une économie d'échelle, mais sur une économie de gamme.

Mais qu'est-ce qu'une économie de gamme ? Pour vous donner envie, voici une brève définition : « Il existe une économie de gamme entre la production de deux biens lorsque deux biens qui partagent un coût commun sont produits ensemble de sorte que le coût commun est réduit ». Autrement dit, il s'agit de baisser les coûts communs d'un facteur de production, non pas en produisant plus d'unités mais en partageant le coût des infrastructures.

Mais reprenons notre petite parenthèse historique.

Tandis que l'Empire romain ne pouvait plus supporter les coûts inhérents à sa taille et sa complexité et que l'approvisionnement en or et en esclaves devenait de plus en plus problématique, les propriétaires terriens les plus intelligents commencèrent à libérer leurs esclaves, tout en les liant contractuellement aux terres comme serfs. Dans le même temps, les hommes libres, de plus en plus ruinés et écrasés par les taxes, se placèrent sous la

protection de ces mêmes propriétaires terriens.

Ainsi, une partie de l'équation fut purement et simplement de la relocalisation, puisque le système ne pouvait plus prendre en charge l'Empire à l'échelle globale. Mais le nouveau système post-Empire romain inventa également un système d'innovation basé sur les avantages de gammes et non d'échelle. En effet, tandis que les cités se vidaient – et avec elles, le système de connaissances basé sur les bibliothèques urbaines, les cours à domicile élitistes et les académies – les Chrétiens inventèrent les monastères, de nouveaux centres de connaissances ruraux.

Mais l'important est que, tandis que le système physique se localisait, l'église chrétienne fonctionnait en réalité comme une communauté ouverte et globale. Moines et manuscrits voyageaient et diffusaient les nombreuses innovations des moines ouvriers. Alors que l'Europe amorçait son déclin avec l'effondrement des vestiges de l'Empire après la première révolution sociale européenne de 975, ce nouveau système fit germer la première révolution industrielle médiévale.

Entre le 10<sup>e</sup> et le 13<sup>e</sup> siècle, l'Europe recommença à se développer, grâce à une culture unifiée de la connaissance. Elle réintroduisit les monnaies à intérêt négatif contrôlant ainsi l'accumulation de richesses par les élites, doubla sa population, redéveloppa ses magnifiques villes dont beaucoup furent dirigées démocratiquement par des conseils de guildes, et inventa des universités de pair à pair à Bologne au 11<sup>e</sup> siècle. La Première Renaissance reposa entièrement sur l'économie de gamme, et sur le corpus de connaissances que les intellectuels et les artisans européens construisirent autour de celle-ci. Les guildes avaient sûrement leurs secrets, mais elles les gardèrent pour elles, partout où des cathédrales furent construites.

La même expérience a été reconduite en 1989 à l'échelle d'un pays entier, dans les circonstances les plus difficiles, quand Cuba, isolée, n'a plus pu compter sur les avantages d'échelle procurés par le système soviétique. La crise cubaine de 1989 a préfiguré la situation mondiale actuelle parce que le pays a connu son propre pic pétrolier lorsque les Soviétiques ont brusquement cessé de livrer du pétrole à des prix inférieurs à ceux du marché mondial. Tandis qu'au début, les Cubains ont recommencé à utiliser des ânes, et que la masse corporelle moyenne de la population a diminué, les dirigeants ont pris un certain nombre d'initiatives intéressantes.

Ils ont commencé par libérer l'esprit d'entreprise local en accordant plus d'autonomie aux coopératives agricoles locales, puis ils ont mobilisé les connaissances de base de la population, y compris urbaine. Mais surtout, et c'est peut-être le point le plus important, ils ont créé un certain nombre d'instituts agricoles dont le but prioritaire était de reproduire et diffuser les innovations locales. Quels que soient les autres défauts du système totalitaire à Cuba, cette expérience de conception ouverte a fonctionné au-delà de toute attente.

Comme l'a documenté Bill McKibben, Cuba produit maintenant des aliments nutritifs et de qualité « bio » en abondance avec une fraction seulement des énergies fossiles brûlées par l'agriculture industrielle. Et les Cubains les produisent tout comme le faisait le clergé chrétien du Moyen Âge en Europe : en partageant les connaissances pour obtenir des économies de gamme. Les innovations agricoles se sont diffusées rapidement dans tout le pays et ont été adoptées par tous.

Certes, les économies d'échelle fonctionnent bien dans les périodes d'énergie « ascendante », lorsque de plus en plus d'énergie afflue, mais fonctionnent de moins en moins dans les périodes d'énergie « descendante » lorsque les réserves d'énergie et de ressources diminuent. Sont alors nécessaires les économies de gamme, dans lesquelles vous pouvez démultiplier à partir d'une unité, comme dans les infrastructures émergentes de « fabrication à la demande » actuelles.

Les économies de gamme sont exactement ce qu'est la production par les pairs (sous ses diverses formes de savoir ouvert, de culture libre, de logiciel libre, de designs ouverts et partagés, de matériel ouvert et de production distribuée, etc.)

Récapitulons ce qui ne va pas dans le système global actuel, qui repose entièrement sur les économies d'échelle, et qui, dans bien des cas, rend les économies de gamme illégales.

1. Notre système actuel repose sur la croyance en une croissance et une disponibilité infinies des ressources, en dépit du fait que nous vivons sur une planète finie ; appelons cette fuite en avant la « pseudo-abondance » débridée.
2. Le système actuel repose sur la croyance que les innovations devraient être privatisées et seulement autorisées via des permissions ou pour un prix élevé (le régime de la propriété intellectuelle), rendant le partage du savoir et de la culture criminel ; appelons cette caractéristique, la « rareté artificielle » imposée.

Les méthodologies de production par les pairs reposent sur un ADN économique et social qui est leur exact contraire. Les communautés de production par les pairs estiment que la connaissance est un bien que tout le monde doit partager, et donc, qu'aucune innovation ne doit être cachée à la population dans son ensemble.

En fait, dissimuler une innovation qui peut sauver des vies ou le monde est vu comme immoral et constitue une véritable inversion des valeurs. Et la production par les pairs est conçue dans une optique de distribution et d'inclusion, c'est-à-dire de fabrication à petite échelle, voire individuelle. L'obsolescence programmée, qui est une caractéristique et non pas un bug du système actuel, est totalement étrangère à la logique de la production par les pairs. En d'autres termes, la durabilité est une caractéristique des communautés de conception ouverte, pas un bug.

Encore une fois, il existe des précédents historiques à ces inversions de valeurs. Les communautés chrétiennes de l'Empire romain n'étaient pas en concurrence avec l'Empire, elles construisaient leurs propres institutions sur la base d'une logique différente et étrangère. Alors que les élites romaines méprisaient le travail, qui était réservé aux esclaves, les moines chrétiens en faisaient l'éloge et essayaient de préfigurer l'Éden dans leurs cités de Dieu terrestres.

De même, les [Sans-culottes de 1789](#) ne se battaient pas pour les privilèges féodaux mais les ont tous abolis en un seul jour. Il serait donc incorrect de voir la production par les pairs comme de simples techniques concurrentes. En fait, ces évolutions se produisent sur un plan complètement différent. Elles vivent et coexistent dans le même monde, mais elles n'appartiennent pas vraiment à la même logique du monde.

Quelles sont donc les économies de gamme du nouvel âge du P2P ? Elles sont de deux sortes :



1. La mutualisation des connaissances et des ressources immatérielles
2. La mutualisation des ressources matérielles productives

Le premier principe est facile à comprendre. Si nous manquons de connaissances en tant qu'individu (et personne ne peut tout savoir), dans une communauté, virtuelle ou réelle, il est bien plus probable que quelqu'un dispose de ces connaissances. Par conséquent, la mutualisation des connaissances et l'innovation « accélérée par le public » sont déjà une caractéristique bien connue de l'économie collaborative. Mais l'avantage de gamme apparaît lorsque les connaissances sont partagées et qu'elles peuvent donc être utilisées par autrui. Cette innovation sociale réduit radicalement le coût général de la connaissance, facteur de production conjointe.

Prenons l'exemple du [Nutrient Dense Project](#)

Cette communauté mondiale de travailleurs agricoles et de scientifiques citoyens s'intéresse à l'expérimentation de meilleurs nutriments pour obtenir des aliments de meilleure qualité. Ainsi, des recherches conjointes peuvent être menées pour tester divers nutriments dans divers sols et zones climatiques, et elles bénéficieront instantanément non seulement à l'ensemble de la communauté participante, mais potentiellement à l'ensemble de l'humanité. Les stratégies fondées sur la privatisation de la propriété intellectuelle ne peuvent obtenir de tels avantages de gamme, ou du moins pas à ce niveau.

Prenons un autre exemple, celui de la ferme urbaine de [la famille Dervaes](#) à Los Angeles, qui réussit à produire 6 000 livres (environ 2 700 kilos) de nourriture par an sur un minuscule terrain urbain. Comme elles partagent leurs innovations en matière de productivité, des centaines de milliers de personnes ont déjà appris à améliorer leurs propres parcelles, mais imaginez la vitesse de l'innovation qui se produirait si elles étaient soutenues par les institutions d'un État partenaire, qui soutiendraient et diffuseraient encore davantage ces innovations sociales !

Le deuxième principe, celui de la mutualisation des ressources productives physiques, est illustré par la [consommation collaborative](#). L'idée générale est la même. Seul, je peux manquer d'un certain outil, d'une certaine compétence ou d'un certain service, mais à l'échelle d'une communauté, quelqu'un d'autre le possède probablement, et cette autre personne pourrait le partager, le louer ou le troquer. Il n'est pas nécessaire de posséder tous le même outil si nous pouvons y accéder quand nous en avons besoin. D'où la multiplication des places de marché p2p.

Prenons un exemple pour l'illustrer : le partage de véhicules. Les projets d'autopartage peuvent être mutualisés par l'intermédiaire d'une société privée propriétaire des voitures (partage d'une flotte de véhicules, comme [Zipcar](#)), de marchés p2p qui relient les automobilistes entre eux comme ([RelayRides](#) et [Getaround](#)), de coopératives comme [Mobicoop](#) ou de collectivités publiques (Autolib à Paris). Mais tous réalisent des économies de gamme. Selon une étude citée par ZipCar, pour chaque voiture louée, il y a 15 voitures en moins sur la route. Et les abonnés à l'autopartage conduisent 31 % de moins après leur adhésion. Ainsi, rien que pour 2009, l'autopartage a permis de réduire les émissions mondiales de dioxyde de carbone de près d'un demi-million de tonnes.

Imaginez des développements comparables dans tous les secteurs de la production.

Alors, à quoi ressemblera le nouveau système si les économies de gamme deviennent la norme et sont promues comme principal moteur du système économique et social ? Nous avons déjà mentionné les communautés mondiales d'open design, et nous suggérons qu'elles s'accompagnent d'un réseau mondial de micro-ateliers, qui produisent localement, comme celles que les constructeurs automobiles open source comme [Local Motors](#) et [Wikispeed](#) proposent et qui sont déjà préfigurées par les réseaux de *hackerspaces*, *fablabs* et espaces de travail communs.

Cela signifie que nous avons aussi besoin d'organisations matérielles mondiales, non pas pour produire à l'échelle mondiale, mais pour organiser nos activités matérielles de manière à minimiser les « coûts communs » des différents réseaux, et pas seulement en termes de partage des connaissances. Pour le dire autrement, qui jouera le rôle que l'Église catholique et ses moines errants ont joué au Moyen Âge ? N'oublions pas qu'il ne s'agissait pas seulement d'une sorte de communauté d'open design, mais d'une organisation matérielle efficace qui dirigeait toute une sphère culturelle à l'échelle du continent. Avons-nous une version p2p potentielle de ce système, qui pourrait fonctionner à l'échelle mondiale ?

La réponse est évidemment dans la généralisation de la « phyle » telle qu'elle est proposée ci-dessus.

Il ne reste plus qu'à répondre à cette question cruciale : à quoi ressemblera la gouvernance mondiale dans la civilisation P2P ? Comment transformer l'Empire matériel mondial qui domine actuellement les affaires du monde au profit de quelques-uns, et remplacer les institutions mondiales inefficaces qui ne sont pas en mesure de relever les défis mondiaux ?